

**Un récit (mais pas que) des
révoltes qui ont détruit le
CPR de Turin**

LES

CPR

SE FERMENT PAR

LE FEU

**AUCUN CPR NI ICI NI AILLEURS
FEU AUX CPR!**

INDEX:

PLAN	0
INTRODUCTION	2
BRISER LE SPECTACLE ET L'"INVISIBILITÉ"	4
LES NIVEAUX D'ARTICULATION DE LA VIOLENCE D'ETAT	6
REGARDS SUR LA WAR ON MIGRANTS ET LE BUSINESS	
FRONTIERES	11
LES RÉVOLTES QUI ONT FAIT FERMER LE CPR DE TURIN:	16
. AVANT LES REVOLTES	17
. SUR LE RÔLE DES MÉDIAS	21
. LES REVOLTES	21
. APRÈS LES RÉVOLTES, LA FERMETURE DU CENTRE	28
TRANSFERTS, EXPULSIONS et CONTINUITÉ	29
LA DÉPOLITISATION DES CORPS OPPRIMÉS EN LUTTE	31
CONCLUSIONS	35

nocprtorino.noblogs

Turin

Mai-Juin 2023

Traduction française: Janvier 2024

Si ceux qui sont emprisonnés ont des cartes à jouer pour se rebeller, nous pouvons certainement nous aussi jouer un rôle important.

Après la fermeture du CPR de Corso Brunelleschi, il reste à ceux qui sont à l'extérieur de maintenir cette lutte en vie en s'opposant et en faisant obstruction à l'intention déjà exprimée de la préfecture de Turin de restructurer et de réouvrir cette prison, ce lieu de torture qui fait partie d'un système violent de privation de liberté.

Le moment est donc venu de nous interroger profondément sur la manière de maintenir cette lutte en vie et de maintenir la solidarité en agissant pour garantir que ces 144 places dans la machine de détention, ainsi que les nouveaux CPR envisagés par le "décret Cutro", ne soient pas rétablis.



Mais nous prétendons créer des liens de confiance, d'alliance et d'amitié et somme fiers d'avoir lutté avec, contre et séparément.

La tentative de fragmenter la politisation des classes marginalisées dans sa logique répressive ne nous effraie pas, au contraire.

Elle nous fait réaffirmer que la politique d'alliances et de solidarité est, au-delà d'une utopie politique et révolutionnaire, un rapport de force stratégique nécessaire à nos luttes.

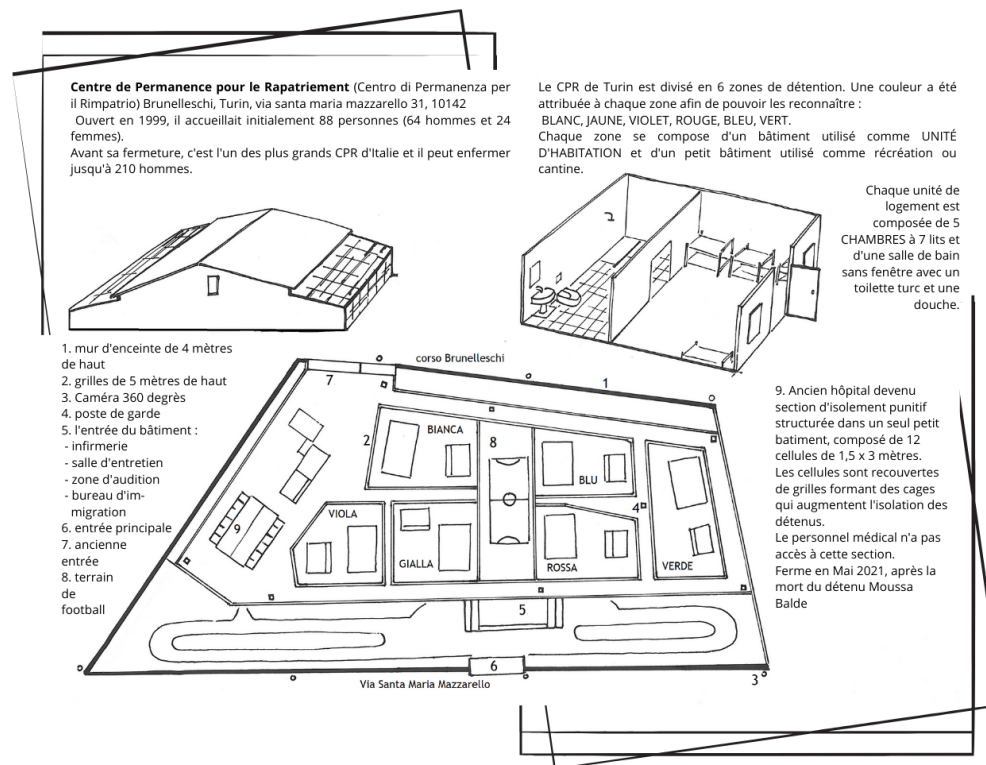
CONCLUSIONS

Ces journées de février 2023 nous ont redonné le sentiment que ceux qui se sont battus ne l'ont pas fait seulement pour leur liberté mais contre tout un système de torture. Et c'est grâce à cette détermination qu'aujourd'hui le CPR de Turin n'existe plus et que 144 lieux manquent à la machine à expulser, et ça, c'est un fait.

Ce n'est pas la déclaration d'intention d'un groupe de politiciens, ce n'est pas le point de l'agenda politique d'un parti, ce n'est pas la demande d'un groupe de personnes bien intentionnées, mais une réalité rendue telle par la détermination de ceux qui ont risqué leur liberté pour détruire leur cage.

Des luttes dans les CPR, en passant par celle d'Alfredo Cospito et la mobilisation née à ses côtés avec l'intention de s'opposer et de mettre en évidence la cruauté structurelle et la brutalité du système de détention, nous continuons à prendre conscience de l'ampleur de la marge de manœuvre pour s'opposer à ce système.

"Tout comme la coexistence de marchés légaux et illégaux régule la valeur des biens et trace leurs itinéraires; pour les êtres humains, la concomitance des flux "réguliers" et "irréguliers" détermine la notion d'inclusion et d'intégration, fabriquant des catégories précises de personnes en mouvement : touristes, étudiants, travailleurs étrangers réguliers... d'une part et de l'autre, les immigrants illégaux, les migrants économiques, les demandeurs d'asile, les réfugiés... Entassés dans des lieux périphériques, les individus sont catégorisés et filtrés en fonction de l'offre et de la demande du Capital : productifs ou improductifs, mains-d'oeuvre de réserve ou excédentaires."





CPR de corso Brunelleschi, Turin

"J'ai vu ici des choses que je n'imaginai même pas. Nous voulons que notre voix soit entendue à l'extérieur, pour dire la réalité de ce qui se passe dans les centres de rétention.

Comme l'a dit mon camarade, je n'appellerais pas cela un centre, mais un camp de concentration. Car ce que j'ai vu me donne la chair de poule"

"On se fait traité comme des merdes ici, je préfère encore aller en taule, là-bas je sais quoi faire"

Les solidaires ont été accusés d'être à maintes reprises, eux-mêmes des organisateurs ou des instigateurs. Mécanisme utilisé de la même manière dans d'autres constructions accusatrices contre les anarchistes. Pensons à la récente campagne médiatique contre le "meneur" Alfredo Cospito, identifié comme un leader.

Il faut des fomenteurs, il faut une hiérarchie, il faut des étincelles... Les liens de réciprocité, d'affinité, les interactions entre l'intérieur et l'extérieur deviennent des ordres unidirectionnels.

Et la question de l'agit/subit dans le cas des révoltes du CPR est caractérisée par une rhétorique extrêmement raciste et classiste : les personnes racisés, les migrants, les marginaux, les pauvres... sont toujours privés de la possibilité d'être des acteurs politiques de l'Histoire, même de leur propre histoire puisque l'Histoire de leurs luttes est passée sous silence ou instrumentalisée.

Mais les luttes des peuples opprimés ont un héritage qui les précède.

Face au courage de ces rebelles, nous devons donc être à leurs côtés pour restaurer la mémoire de leur résistance. Il est important pour nous de prononcer ces mots car nous sommes conscients que le racisme n'est pas seulement l'expression de l'Etat. Ce serait une vision simpliste et déresponsabilisante. La matérialité idéologique du racisme est inscrite dans les pratiques sociales, culturelles et économiques de la société dont nous faisons partie. Nos pratiques politiques n'y échappent pas.

En tant qu'anarchistes, nous ne prétendons pas mener les opprimés vers leur émancipation.

La légitimité est l'une des monnaies qui est inégalement répartie dans notre société, et par laquelle ses disparités sont maintenues.

Nous devons donc rejeter cette dialectique médiatique vaseuse que l'on voit sans cesse redistribuer ses mots creux, ses valeurs corrompues et ses prières et qui croit toujours qu'il suffit de reconnaître pour connaître.

La lutte menée à l'intérieur du Cpr ne représente pas seulement la condition de possibilité de survie à la détention et à ses tortures quotidiennes. Dans ce cas il s'est agit aussi et surtout d'une autodéfense collective active, comme recours à un potentiel d'autodétermination, qui résonne pour nous dans sa valeur politique.

L'ultime mécanisme utilisé par l'autorité pour dépolitiser les luttes menées par les prisonniers, est celui de la construction répressive contre les solidaires.

Il n'est pas ici question de supplanter ou de hiérarchiser la répression faite aux premiers sujets de ces violences ni de s'en désolidariser.

Mais il est important de désamorcer l'instrumentalisation répressive des liens de confiance et de solidarité qu'elle met en place, et qui prive les révoltés des CPR de leurs actes, et révèle une nouvelle rhétorique de dépolitisation des personnes sans papiers en lutte.

Ainsi se joue la violence finale. Une violence mémorielle.

Les dernières enquêtes menées en Italie autour de la lutte contre les CPR ont toujours cherché à réprimer la solidarité apportée aux moments de révolte des détenus.

INTRODUCTION

Dans les premiers jours de mars 2023, le CPR de Turin a fermé pour la première fois depuis son ouverture à la fin des années 1990; du moins temporairement, en vue des travaux de rénovation déjà annoncés dans certains journaux. L'évacuation du centre a eu lieu à la suite des protestations et des émeutes menées tout au long du mois de février 2023 par une grande partie des personnes incarcérées, qui ont rendu la structure pratiquement inutilisable.

Les personnes qui ont apporté leur solidarité depuis l'extérieur, ont pu voir la fumée s'élever du CPR, entendre les cris de liberté, voir les toits bondés de personnes en révolte et communiquer avec ceux qui ont vécu ces journées. Il reste à donner une image aussi fidèle que possible de ces semaines pour briser le mur du silence qui entoure la violence de la détention administrative et dénouer les stratégies de spectacularisation des grands médias¹. Il n'appartient évidemment pas à ceux qui sont à l'extérieur d'interpréter les exploits de la rébellion déjà rendus intelligibles par leurs propres preuves matérielles.

Cependant, on tient à souligner comment, malgré le système de peur, de privation et de violence imposé par la détention administrative, la colère des détenus a réussi à submerger et à détruire les cages du CPR de Turin. Les rapatriements, les transferts et les passages à tabac incessants n'ont pas réussi à écraser les émeutes.

La force et la détermination des détenus ont permis, d'une part, d'ouvrir un large débat sur la détention administrative et les conditions de vie dans les CPR et, d'autre part, de gripper les rouages de la machine à expulser.

La destruction de zones entières, les grèves de la faim, les nuits sur les toits des centres et les diverses autres formes de



résistance mises en place ont pris forme même avec les outils très limités dont disposaient les détenus. Ils étaient constamment surveillés, endormis, mal nourris, menacés et battus. C'est un exemple de courage, de force et de détermination qui ne peut nous laisser indifférents et qui rappelle à l'extérieur non seulement l'urgence d'une solidarité active, présente et la plus précise possible, mais aussi comment on peut et on doit croire aux possibilités de lutter contre la violence de l'Etat.

On nous a montré le pouvoir de la révolte, que la lutte n'est pas seulement nécessaire mais possible.

Outre le sens économique-politique déjà souligné de l'existence même de la détention administrative, et de l'utilisation fonctionnelle de la torture comme outil disciplinaire à l'égard des personnes migrantes, il convient peut-être de souligner comment l'assentiment tacite généralisé à la violence de l'État sur les corps racisés repose sur les mécanismes de déshumanisation caractéristiques du racisme et du classisme systémique.

Objets de haine hier, aujourd'hui objet de compassion, les personnes recluses voient leurs actes de rébellion détournés par l'imaginaire blanc. Hypocrites bavardages sur les droits humains, langage flottant...

Le lexique est interchangeable, binaire, du bien et du mal, de la victime et de l'agresseur du légitime ou non. La question de la violence est limitée à son sens morale, et invisibilisée dans la mesure où elle repose sur des bases ontologiques de déshumanisation des sujets qui l'ont subie et/ou s'en sont défendus.

Si le monopole de l'usage légitime de la force est détenu par l'autorité, qui renvoie sans cesse à l'illégitimité de son usage par ses opposants, les personnes racisées et opprimées de classe s'en retrouvent les plus exclues.

En effet, une ligne de partage oppose historiquement les corps " dignes d'être défendus " à ceux qui sont sciemment désarmés ou rendus indéfendables. Ce " désarmement " organisé des personnes opprimées a toujours posé directement, pour tout élan de libération, la question du recours à la violence pour sa propre défense.

LA DÉPOLITISATION DES PERSONNES OPPRIMÉS EN LUTTE

En analysant brièvement les différents niveaux de violence subis par les détenus et les insurgés du CPR, nous avons identifié:

- celles, matérielles et instantanées, physiques et morales, causées par la détention, souvent qualifiées de " tortures " par les détenus.
- la volonté acharnée d'invisibiliser ces violences, en censurant toutes paroles, tous témoignages et traces de leurs existences ;
- l'opportunisme fumeux des médias et de quelques politiques qui, une fois devant les faits ont trouvé en ces révoltes un argument de choix pour étaler leur vision de l'éthique.



Turin, 12 Fevrier 2023
Manif contre les CPR et le 41bis

BRISER LE SPECTACLE ET L'"INVISIBILITÉ"

Si les informations sur ce qui se passe ne nous venaient que des journaux, on ne saurait rien ou presque de ce mois d'hiver glacial au cours duquel la force et le courage des détenus ont entraîné la fermeture du CPR¹ de Corso Brunelleschi. Les médias mainstream, en effet, n'ont toujours fait qu'osciller entre l'invisibilisation de la violence structurelle et quotidienne subie par les détenus ainsi que des luttes qu'ils mènent, et la spectacularisation d'épisodes ponctuels jugés particulièrement saillants. Évidemment, l'invisibilisation et la spectacularisation sont les deux faces d'une même stratégie médiatique, visant à rendre toujours plus étanche le mur du silence qui entoure la détention administrative. La médiatisation d'histoires dramatiques précises, telles que les décès dans les CPR, n'est rien d'autre qu'un moyen de créer une exceptionnalité autour d'un événement unique, cachant ainsi la réalité de la violence systémique, quotidienne et structurelle de la détention administrative en Italie.

Heureusement, la tentative de faire taire la réalité est souvent sapée par les détenus eux-mêmes qui trouvent un moyen de communiquer, à ceux qui sont à l'extérieur, ce qui se passe à l'intérieur de ces murs. A cet égard, il convient de souligner l'importance du téléphone, qui est largement utilisé pour construire

1. L'analyse que nous avançons dans cette brochure est le fruit de nos réflexions, qui dérivent des témoignages directs des détenus, reportés en italique entre et dans les différents paragraphes)

une solidarité active et présente entre ceux qui, de l'extérieur, n'ont pas l'intention d'assister impuissant.es, à la violence de l'Etat à envers les personnes sans papiers européens ; et ceux qui, enfermés dans ces centres, cherchent et trouvent continuellement des moyens de témoigner de la brutalité et de l'injustice quotidiennes de la détention administrative. Il faut noter que l'intention réciproque de construire des liens de solidarité entre l'intérieur et l'extérieur a été constamment entravée, à la fois par les ordres de la préfecture - qui décrète la saisie des téléphones personnels - et par les abus de l'organisme gestionnaire ORS Italia,² qui rend l'accès aux cabines téléphoniques de plus en plus difficile, coûteux et encombrant. Parallèlement, la solidarité a fait l'objet d'une tentative de criminalisation par la justice lors du verdict en première instance du procès concernant l'opération Scintilla.³

2. ORS Italia fait partie de ORS Holding-Organization for Refugees Services - une multinationale spécialisée dans la gestion des services d'entretien qui vante une expérience décennale dans différents pays du Nord Europe, qui a de liens proches de co-participation avec la banque anglaise Barclays. ORS Italia jusqu'en Janvier 2022, a géré le CPR de Macomer (Nuoro) et actuellement gère aussi celui de Ponte Galeria (Roma), et également de plusieurs centres d'accueil dans le Friuli-Venezia Giulia et en Sardaigne. En Autriche ORS a géré, dans un régime de monopole, tous les centres de premier accueil.

En Italie, se confirme aussi la tendance croissante à une gestion des centres de détention réservée à des sociétés spécialisées et avec des grandes disponibilités de capitaux

3. <https://ilrovescio.info/2023/02/07/torino-sentenza-del-processo-scintilla-prime-considerazioni/>

- Milan, 19 mars, un secteur est rendu inutilisable grâce aux flammes;

- Trapani, 25 mars, à la suite des transferts dûs à la révolte à Milan, une grande partie du CPR de Trapani est animée par une forte protestation;

- Caltanissetta, 26 mars, un incendie est déclenché à l'intérieur de la structure;

- Bari, 3 avril, flammes et fumée avalent un module du centre et un détenu monte sur le toit;

- Gradisca, dans les premières semaines de mai, des protestations font suite au passage à tabac extrêmement violent d'une personne qui s'était rebellée parce qu'elle n'était pas autorisée à recevoir les lettres que lui envoyait son partenaire. Entre le 20 et le 21 mai, un détenu a entamé une grève de la faim et de la soif pour s'opposer au refus de son droit d'asile.

En plus des révoltes, les tentatives d'évasion animent la lutte vers la conquête de la liberté :

- Milan, 6 avril, pour résister à l'expulsion, un détenu proteste jusqu'à l'arrivée de l'ambulance de laquelle il tente de s'échapper.

- Macomer, dans la nuit entre le 5 et le 6 mai, une personne détenue escalade le premier mur d'enceinte pour tenter de s'évader.

La fermeture effective du CPR de Corso Brunelleschi n'a eu lieu que quelques semaines après la dernière grande émeute du 20 février. **Début mars, le centre est complètement vide..**

TRANSFERTS, EXPULSIONS et CONTINUITÉ

Aucune nouvelle n'a pu être obtenue sur le sort des sept détenus qui avaient poursuivi leurs protestations avec détermination au cours des dernières semaines. En revanche, des informations ont été reçues de la part de ceux qui ont été transférés de manière cohérente à Macomer, Trapani et Potenza. Loin d'être une spécificité locale, elle confirme un système de violence carcérale qui trouve ses fondements dans la gestion de la machine à expulser et dans les paradigmes racistes, colonialistes et classistes sur lesquels repose le capitalisme contemporain.

Mais de même que la violence subie n'est pas une spécificité des détenus de Turin, la détermination à lutter, à se révolter et à construire des espaces de liberté n'est pas non plus une particularité du Corso Brunelleschi. En effet, tant pendant la révolte de Turin que dans les mois qui ont suivi, de nombreux soulèvements se sont propagés dans les différents centres de rapatriement disséminés à travers l'Italie :

- Milan, 6 février, 40 détenus enflamment deux zones du centre de via Corelli;

La détermination des détenus à rester en contact avec le monde extérieur, malgré les tentatives évidentes des matons pour les en empêcher, et la constance des personnes solidaires qui se sont efforcées de faire parvenir le numéro de téléphone à l'intérieur, ont permis non seulement de tisser des liens de confiance, mais aussi d'apprendre, par la voix des détenus eux-mêmes, et de diffuser la vérité sur les conditions atroces qu'ils affrontent.

LES NIVEAUX D'ARTICULATION DE LA VIOLENCE D'ETAT

"Je ne savais pas que ce genre d'endroit existaient, ils font des choses dingues, c'est une mafia. Ils nous ont pris, ils nous ont fait souffrir. Une autre chose qu'ils font, c'est trouver un prétexte, ensuite, ils te pousse à bout, tu t'énerves et tu fais forcément des conneries, vaut mieux la taule. Au moins, tu sais pourquoi tu as fini là. Ici, c'est l'enfer!"

"Nous souffrons ici, c'est une véritable torture. Les keufs lèvent les mains, frappent les gens avec des bâtons et BOUM, BOUM ! L'un d'eux l'a suivi jusqu'aux toilettes, j'te jure ! C'est une véritable torture... nous n'avons plus l'impression d'être des êtres humains. Les gens prennent des médicaments et dorment, ils sont faibles, ils n'arrivent pas à se réveiller. On en peut plus ici!"

"Quand ils prennent l'un d'entre nous et le mettent quelque part, dans un coin, sans caméra... ils le massacrent. Nous depuis la cage on crie, on hurle, on s'agite. On essaie de se faire entendre le plus possible. J'te jure, je ne sais pas ce que je fais ici..."

Avant d'entrer dans le détail des émeutes de février 2023, il est important de donner un aperçu du quotidien à l'intérieur du CPR de Turin. Un quotidien décrit par les prisonniers comme de la "torture", un terme qui nous rappelle ce qui se passe aussi quotidiennement dans les prisons italiennes où elle prend des aspects systémiques (voir par exemple les conditions de détention de la prison 41bis) et systématiques à travers l'utilisation arbitraire par les matons de moyens coercitifs et punitifs à l'égard des prisonniers.

Il est important de souligner l'importance de l'utilisation du terme torture non seulement parce qu'il a été choisi par de nombreux détenus pour raconter les violences subies, mais aussi parce qu'il se prête bien à la description de la géométrie et de la co-présence des différents champs d'action de la violence carcérale, lesquels dans leur ensemble, visent clairement à l'annihilation et à l'anéantissement psycho-physique des détenus.

"Moi j'ai pas de documents, parce que j'en veux même pas des documents qu'ils te donnent aujourd'hui et qu'ils te reprennent demain."



CPR de corso Brunelleschi, Turin

places utilisables dans une seule pièce de la zone bleue. La zone verte est également détruite. Une fois de plus, la machine des transferts, rapatriements et libérations est réactivée : la plupart des détenus sont transférés au CPR de Trapani, dont les atrocités et le chantage quotidien seront relatés dans les jours suivants.

APRÈS LES RÉVOLTES, LA FERMETURE DU CENTRE

Alors que les journaux répandent déjà la nouvelle d'une prétendue fermeture du centre de rétention, les sept détenus poursuivent énergiquement leur protestation en entamant collectivement une grève de la faim. Une fois de plus, la lutte des détenus subit une tentative d'étouffement. Surfant sur le sensationnalisme de la possible fermeture du lieu, le journalisme mainstream occulte en effet totalement la perpétuation de la violence de la détention au CPR, mais surtout la lutte courageuse de ceux qui sont encore contraints de vivre à l'intérieur.

C'est à cette époque qu'a lieu la tentative d'expulsion d'un jeune homme, amené à l'aéroport Malpensa de Milan sous de faux prétextes - on lui avait dit qu'il serait transféré au CPR de la via Corelli. Il est arrivé à l'aéroport avec d'autres, tous menottés et escortés, et au lieu d'attendre un rapatriement forcé, il a entrepris une protestation qui a effectivement rendu l'expulsion impossible. Ses compagnons de détention au CPR de Turin l'ont vu revenir au centre dans un état de santé grave, incapable de marcher de manière autonome.

Dans les jours qui ont précédé cette nouvelle émeute, au moins vingt détenus ont entamé une grève de la faim pour protester contre les restrictions de communication, les conditions intolérables et le harcèlement des flics.

Dans la soirée du 20 février, un nouvel épisode de violence policière déclenche une révolte : un inspecteur tabasse un détenu dans la zone verte, le jette à terre, puis lui écrase la nuque avec son genou, l'empêchant de respirer.

Quelques détenus s'interposent et sont immédiatement évacués de la zone, mais la protestation ne s'arrête pas et, en peu de temps, l'émeute a lieu dans la dernière zone accessible du centre. Les pompiers qui surveillent l'installation trouvent des obstacles qui les ralentissent.



Le feu a donc le temps de se propager dans la structure et de la détruire. Pour réprimer la manifestation - qui n'a pas l'intention de céder - les unités mobiles interviennent à nouveau avec des gaz lacrymogènes et des coups. Une fois les flammes éteintes et le contrôle de la zone repris, la police et l'organe de gestion décident de déplacer les détenus sans matelas ni couverture dans la zone commune, où ils passeront la nuit dans le froid et sans installations sanitaires. Le 21 février, sur une capacité initiale de 144 places, le CPR de Turin ne compte plus que 7

Cette violence est construite sous une forme systémique et est principalement liée à l'injustice évidente de la privation de liberté pour les personnes sans papiers européens. Ce niveau systémique de la violence se matérialise structurellement dans la manière dont elle est construite dans la vie de tous les jours.

"Les caméras filment ce qu'elles veulent. Elles ne montreront jamais un tabassage, on le sait. Elles montrent seulement qui allume le feu, qui fait du bordel, juste pour le piéger".

"Lorsque j'étais à l'intérieur, il y avait un problème de gale, les gens se grattaient tout le temps et ils nous mélangeaient quand même comme ils voulaient."

. Les conditions de détention sont basées sur une souffrance constante faite d'espaces exigus, malodorants et surchargés, où les conditions sanitaires sont extrêmement déplorables ;

"L'avocat qu'ils vous donnent travaille pour eux. Il m'a dit que même si je le désignais, il ne pourrait pas faire grand-chose. S'ils voulaient m'expulser, ils l'auraient fait de toute façon. Lors de la deuxième audience, j'ai voulu déclarer qu'ils m'avaient battu et qu'ils l'avaient fait à l'intérieur du centre. Il m'a dit de ne rien dire du tout et que dans ce cas, il essaierait de me faire sortir. C'est du chantage ! Je ne sais pas pourquoi il est avocat dans la vie."

. À l'entrave des communications téléphoniques avec l'extérieur s'ajoute la tentative quotidienne de l'organisme de gestion d'entraver ou de retarder la désignation des avocats de confiance.

"Je vous jure qu'hier, ils nous ont donné à manger 12 pâtes comptées, comptées ! Il se passe tellement de choses ici, que si je te le dis on dirait un mensonge, parce que t'es en Europe. C'était mieux en Afrique !"

. La nourriture à l'intérieur du CPR de Corso Brunelleschi arrivait aux détenus froide, périmée, pourrie, souvent avec des fourmis ou des insectes à l'intérieur. Des psychotropes étaient cachés à l'intérieur dans l'intention évidente de maintenir les détenus dans un état de sédation permanente et d'empêcher toute velléité de protestation ou de lutte.

À cela s'ajoutent deux autres niveaux de la violence détentive :

"Il y a un gars à qui ils ont fait la piqûre et ils l'ont transformé en robot. Mais comment tu peux piquer un être humain sans qu'il le veuille ?"

"Tu sais, comme un oiseau à qui ils arrachent les ailes et ils le laissent là, lui il va rester comme ça, dans un fauteuil roulant pour le reste de sa vie. On est dans la merde jusqu'au cou ici. À force de donner des médoc de force, les gens deviennent fous ici."

"Beaucoup de gens à l'intérieur avaient de graves problèmes de santé et ils te soignent pas, mais même si tu veux pas ils te donnent des tranquillisants dans la nourriture...y a pas de docteur, y a que le Paracetamol, mais ils te montrent même pas si c'est du Paracetamol. Tu vois juste la pilule et tu dois l'avalier."

. La question sanitaire est un élément central qui contribue à la brutalité de la détention. D'une part, par l'administration forcée (pas seulement dans la nourriture) de fortes doses de psychotropes et de sédatifs non

LES JOURS SUIVANTS :

On peut voir quelques camions de la police pénitentiaire entrer dans le centre du Corso Brunelleschi, mais il n'a pas été possible de savoir si, et combien, de détenus ont fait l'objet de mesures de répression pénale à la suite des émeutes.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que certains détenus ont été rapatriés de force dans leur pays d'origine, d'autres ont retrouvé leur liberté et ont été libérés avec un décret d'expulsion. Rapidement, une épidémie de gale, non traitée par les services sanitaires, a fait chuter les conditions de détention dans la zone verte, tandis que les conditions habituelles de la violence carcérale se sont aggravées de jour en jour.

Les communications avec le monde extérieur via les cabines téléphoniques est de plus en plus difficile et surveillée par la police, tandis qu'une nouvelle règle interdisant d'utiliser son propre argent rend difficile l'obtention de produits de première nécessité. Certains détenus tentent d'éviter la sédation provoquée par l'administration massive de psychotropes en refusant de manger la nourriture qui leur est fournie par l'organisme gestionnaire, et se contentent donc de la nourriture contenue dans les colis apportés au centre par personnes solidaires à l'extérieur.

20 FÉVRIER:

La violence vindicative de la part de la direction et des flics a reçu une nouvelle réponse furieuse et déterminée de la part des détenus dans la soirée du 20 février.

Ce qui était encore en état de fonctionner après les émeutes des 4 et 5 février a été incendié et détruit.

La réponse des gardiens à la force et à la détermination des détenus qui se sont révoltés s'exprime par la violence et la répression et, à titre préventif, par une garnison fixe de pompiers. La communication avec les détenus dans les heures et les jours qui suivent les émeutes font état de coups, de membre cassés avec des matraques, de l'abandon des détenus blessés sans soins médicaux, des mares de sang stagnantes mélangées à l'eau des bouches d'incendie utilisées pour éteindre le feu, des fouilles constantes, des menaces et des harcèlements.

"Les pompiers sont arrivés et ont jeté de l'eau sur nous, elle nous arrivait dessus mais ils s'en fichaient. Nous sommes restés là, trempés dans le froid pendant des heures, puis ils nous ont enfermés dans un entrepôt pendant quatre jours."

En attendant les transferts, déportations et libérations mises en œuvre par l'organisme gestionnaire et la préfecture de police, pour vider les zones inhabitables du centre, les détenus sont laissés pendant des nuits et des jours dans les salles communes glaciales des quelques zones restées habitables, sous la surveillance constante des flics, sans matelas, sans couvertures et sans vêtements chauds. Vingt-huit d'entre eux ont été enfermés dans une réserve sans possibilité de sortie, pour être ensuite récupérés en vue de leur transfert.

Et ces derniers ont eu lieu en masse : entre le 6 et le 7 février : 25 personnes sont transférées vers le CPR sarde de Macomer, 25 vers le centre de Potenza et 14 vers celui de Trapani-Milo.

prescrits et non demandés. D'autre part, par la négligence totale et l'absence de soins pour toute pathologie présente chez les détenus. Les "traitements" consistent à administrer uniquement du paracétamol et, même dans les cas les plus graves, l'accès à l'hôpital est entravé ou empêché.⁴

"Tu sais dans le CPR y a aussi une pièce dans laquelle ils tabassent les gens, celui qui urine et qui fait du bordel pour ses droits, ils l'amènent ici, parfois nu et ils le frappent jusqu'à ce qu'il n'arrive plus à parler et qu'il comprennent que le seul moyen de faire finir toute cette violence est de se taire."

"Ils s'appellent les forces de l'ordre...quelque chose qui devrait te protéger, théoriquement, pas quelqu'un qui, quand tu arrives dans cet endroit te torture. Une fois arrivé dans ce centre, tu comprends plein de choses...tu vois que le monde se ferme à toi parce que tu restes toi dans une cage, au milieu de ces trois cages, même pas assez grand pour pouvoir faire une promenade. Comme des animaux."

. Dans les CPR, le quotidien est ponctué de harcèlement, de menaces, de violences et de coups perpétrés par les flics tout au long de leur détention et durant l'exécution des rapatriements. Ces violences ont été particulièrement graves pendant les émeutes de février 2023 et utilisées à des fins punitives et vindicatives par les flics.⁵

4. Pour une analyse plus approfondie de la gestion sanitaire comme instrument fondamentale de la violence détentive: nocprtorino.noblogs. "Riflessioni sulla questione sanitaria all'interno del CPR"

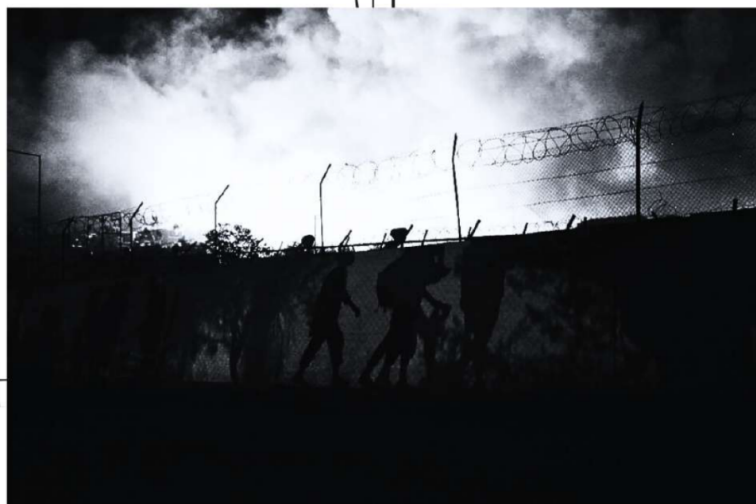
5. Des témoignages audios se trouvent sur le même blog au Tag "Fuoco ai CPR"

REGARDS SUR LA *WAR ON MIGRANTS* ET LE BUSINESS FRONTIÈRES

"Ces choses, on ne sait jamais, un jour elles te prennent et te jettent dans une cage et puis tu va finir là. Moi je suis en train de tirer 4 mois pour rien."

"On est dans une politique de merde...c'est eux qui sont dangereux."

incendie au camp de Moria
(Lesbos, Grèce) 2020



Evidemment la torture à laquelle sont soumis les détenus du CPR ne peut être lue que dans le cadre d'une critique du capitalisme d'aujourd'hui, dans lequel la machine de guerre contre les flux migratoires joue un rôle fondamental et dont la détention administrative est un des derniers rouages, fondamental dans la valorisation des corps à travers les lignes d'oppression de classe et de race.

"Il y eu du bordel. La zone était en train de brûler. Ils nous ont emmenés dans un entrepôt où ils nous ont gardés pendant quatre jours, je ne sais pas. C'est difficile de se rendre compte du temps qui passe, il est infini."

"Ils nous ont encerclés et nous ont tabassés. Ils en ont déplacé quelques-uns, puis ils nous ont emmenés tous les quatre dans la zone verte, et là aussi, ils ont continué à nous frapper ."



Incendie CPR corso Brunelleschi
5 Février

6 FÉVRIER:

Le lendemain des émeutes, la ville se réveille avec une capacité des locaux de rétention administrative réduite de deux tiers. Sur les cinq zones accessibles (d'une capacité de 35 personnes chacune) du début du mois de février, le matin du 6 février 2023, le CPR de Turin dispose d'espaces de détention limités à une seule pièce dans la zone bleue (7 personnes) et à l'ensemble de la zone verte (35 personnes).

celleux qui ont réussi à monter sur le toit de la zone blanche en se rendant bien visibles et bien audibles au-delà des limites de la prison. Le silence a encore été brisé, par la détermination de ceux qui ont appelé de l'intérieur, en racontant ce qu'ils voyaient et la violence que les forces de police infligeaient aux révoltés. Ceux qui s'affairaient solidairement autour de ces murs animés par la révolte ont pu voir les colonnes de fumée noire s'élever de plusieurs parties de la structure tandis que de nombreuses camionnettes des anti-émeutes entraient dans le centre pour réprimer par la violence les révoltes, et les pompiers éteindre le feu qui a déjà détruit une bonne partie de la prison.

Les va-et-vient de la police dans les rues entourant le CPR n'est pas nouveau pour ceux qui vivent dans ce quartier, tout comme les parloirs sauvages et les rassemblements solidaires. Cette fois, cependant, le caractère exceptionnel de ce qui se passe entre ces murs rend nécessaire essayer de briser la routine de ces rues et d'expliquer aux passants et aux résidents le pourquoi de la fumée, des cris et de la présence de flics plus disproportionnée que d'habitude. Le rassemblement prend alors la forme d'un cortège pour se diriger vers l'entrée de Via Mazzarello, en racontant, autant le quotidien terrible de ces cages, que la colère qui essaie de les détruire. Deux cordons d'anti-émeutes barrent les rues. Le trafic routier est détourné et quelques curieux partagent des insultes contre les flics et une compréhension pour révolte. On peut s'habituer à habiter avec un lager en bas de chez-soi, par indifférence ou par sentiment d'impuissance, mais la solidarité, les sons et les odeurs de la révolte interrompent n'importe quelle routine.

Cette machine raciste et colonialiste, accompagnée de nombreux éléments qui composent cette société, s'inscrit parfaitement dans la gouvernance néolibérale. On pourrait peut-être dire que c'est précisément le capitalisme et le néolibéralisme basent leur fondements sur des dynamiques colonialistes. Un appareil extrêmement complexe dans lequel, en restant dans ce cas précis, la gestion des flux prend également la forme d'un business jouant un rôle central dans les arrangements politiques et économiques internationaux. D'une part, cela permet aux grands acteurs mondiaux que sont l'Europe, les États-Unis et la Chine de déployer leur contrôle indirect, notamment sur le continent africain et en Amérique latine, pour la constitution de pôles hégémoniques. Ceci en se dotant de nouveaux dispositifs de répression, de surveillance et de guerre. D'autre part, elle rend possible la financiarisation du corps des personnes : c'est le corps lui-même qui devient une marchandise productive.

Du côté du développement des technologies de surveillance, des alliances stratégiques donc de création de sphères d'influence dans les systèmes mondiaux, il est important de mentionner les programmes que l'Europe, les États-Unis et la Chine ont mis en place récemment :

. Dans le cas de l'Europe, il s'agit de programmes pour la formation de corps militaires spécialisés lancés, par l'intermédiaire du CEPOL (Académie Européenne de Police), au Moyen-Orient et en Afrique du Nord avec l'objectif de mettre également en œuvre la cyber-sécurité applicable en premier lieu aux frontières.

. Les États-Unis ont mis en place, sur le continent africain, la SFA (Security Force Assistance), un programme de formation et de conseil pour les services militaires, les forces de police et les structures de renseignement. IMET (International Military Education and Training) dont la fonction est similaire à celle mentionnée ci-dessus, mais avec un accent particulier sur l'entraînement actif et l'intégration de technologies militaires, l'interopérabilité des systèmes d'armement et les protocoles d'information des systèmes informatiques. ILEA (International Law Enforcement Academy), est comparable aux programmes européens, déjà actifs en Amérique latine dans la War on Drugs.

. La Chine en revanche, avec le Global Security Initiative est en train de s'orienter vers la création d'une plateforme internationale pour lutter contre le terrorisme, travailler sur la cybersécurité, la biosécurité et les technologies émergentes. Son application comprend des contingents en Afrique et en Amérique latine, visant à la formation de 5000 membres des forces de sécurité des "pays en développement", ainsi qu'à l'intégration de phénomènes économiques, technologiques coloniaux et d'infrastructures numériques. L'accent mis sur la bio-sécurité renvoie à une autre dimension très importante pour la programmation de son rôle dominant sur le plan technologique global : les programmes de surveillance génétique. C'est-à-dire l'échantillonnage de masse, déjà opéré sur la population chinoise, avec la volonté de dominer sur la génomique et la biologie de synthèse qui aboutissent dans le domaine

s'éloigner trois ambulances le long de la via Monginevro. La force des révoltes se maintient vivante dans les heures qui suivent et atteint son apogée dans la soirée du 5 février, où pendant plusieurs heures la structure est animée par de fortes protestations qui donnent le temps au feu de rendre inutilisable une très grande partie du CPR de Turin.

"Tout le monde crie ici, fait du bruit et il y a encore des gars sur le toit ; les flics sont devant les portes. Même la zone jaune fait comme nous. On en a assez. Les flics sont sortis des cages et ils ont peur d'entrer. On crie. On ne se sent plus comme des êtres humains...deux camions de police sont arrivés, ils entrent peut-être ici."

"Ils nous ont tous frappés. Ils sont entrés avec des bâtons et nous ont tous frappés. Ils gazent tout le monde, les lacrymogènes, ils massacrent tout le monde, c'est le bordel ici."

Pendant la révolte, les flics et l'organisme gestionnaire tentent obstinément d'entraver toute communication entre le centre et l'extérieur : les quelques cabines téléphoniques qui fonctionnent, sont, par exemple, bloquées pour empêcher d'éventuels partages d'informations. Ce n'est que grâce à la détermination de ceux qui luttent à l'intérieur, et à ceux qui sont à l'extérieur de chercher des moyens de faire sentir leur solidarité, qu'il a été possible de surmonter ces obstacles. Le silence est brisé grâce au courage de ceux qui, avec des instruments de fortune, parviennent à appeler du centre en racontant ce qu'ils voient et la violence infligée par les flics aux révoltés. Les cris "FREEDOM, HURRIYA, LIBERTA" résonne entre l'extérieur et l'intérieur", atteignant

. SUR LE RÔLE DES MÉDIAS

La diffusion des programmes de télévision mainstream de reportages, dans lesquels on voit l'administration forcée de psychomédicaments et la violence quotidienne au sein des CPR de Potenza et de Milan, commence et se poursuit tout au long du mois de février. Nous ne répéterons pas ici que le journalisme choisit seulement occasionnellement de visibiliser des épisodes spécifiques de violence carcérale, négligeant méthodiquement de souligner les aspects systémiques et structurels de cette violence. Mais ce qui serait pertinent de noter, c'est que la divulgation de ces reportages journalistiques a aussi donné aux détenus une perception de potentielle et momentanée rupture du silence qui entoure systématiquement la détention administrative. Un silence, ou plutôt une silenciation, qui aujourd'hui est évidemment revenue envelopper les centres de rapatriement du nord au sud de l'Italie.

. LES REVOLTES

Début Février, la structure du CPR de Turin géré par ORS Italie compte 5 aires praticables sur 6, la zone rouge en effet a été fermée suite aux révoltes de septembre 2022.

4 ET 5 FEVRIER:

Une première protestation débute dans la zone verte. La nouvelle arrive tard dans la soirée et ceux qui accourent sous les murs du corso Brunelleschi pour apporter leur solidarité voient immédiatement la fumée, sentent les gaz lacrymogènes, entendent les cris de protestation et voient

pharmacologique et militaire. Chacun de ces programmes vise clairement à intervenir dans l'échiquier mondial, en façonnant les structures géopolitiques, à travers la construction de dépendance militaire et technologique. L'attraction vers des sphères d'influence politico-économiques se fait ainsi à des coûts extrêmement réduits



par rapport au déploiement direct de son propre contingent militaire. Cette approche révèle combien l'externalisation des politiques de justice et d'affaires intérieures, donc de la défense des frontières, ainsi que la formation répressive fournie aux "pays tiers" comme forme de poussée vers son propre pôle géopolitique et géotechnologique, est désormais un élément fondateur des dynamiques colonialistes du capitalisme contemporain.

A propos de la monétisation des corps en mouvement, il semble cependant important de mentionner que, la plus part du temps, le discours majoritaire est celui de la marginalité, de l'invisibilité ou même de l'inutilité à laquelle

sont relégués les personnes dites clandestines. En réalité, aussi valable que soit ce discours sur un plan social, au niveau politique et économique, les personnes qui entrent dans cette machine, parce qu'elles décident, par choix ou par nécessité, de vivre dans un lieu différent de celui d'origine, ne sont pas "inutiles". Dans le système néolibéral, chaque petit ou grand éclat de ce qu'on appelle l'excédent humain peut devenir une marchandise, et c'est exactement ce qui arrive aux différents niveaux de cet appareil tentaculaire. Si nous regardons les Centres de Permanence pour le Rapatriement, qui sont l'un des derniers rouages par lesquels passent les personnes qui migrent, les détenus sont une source de profit pour les entreprises de détention qui profitent des quantités de détenus qu'ils peuvent entasser dans des chambres surpeuplées tout en dépensant le moins possible pour maintenir en vie ces personnes, qu'ils remplissent de médicaments psychotropes afin de calmer leurs inévitables élans de rébellion face à l'injustice structurelle inhérente à la privation de liberté.

En même temps, les personnes expulsées sont une marchandise d'échange qui valide les accords bilatéraux entre États. Bref, c'est un business tout court. En plus d'un tel niveau de profit macroscopique, bien défini par un détenu lors d'un appel téléphonique comme "business des droits de l'homme", il serait sensé de mettre en évidence un témoignage qui nous racontait comment les flics et les charlie n'ont pas manqué de profiter de leur position de pouvoir pour remplir leurs poches en se livrant à une contrebande de n'importe quel bien, vendu à des prix

"Nous sommes tous partis le 20 de Brindisi et le 21 nous sommes arrivés à Turin. Ils descendent à chaque arrêt de bus pour manger à l'autogrill, et à nous, on ne nous donnait rien, on ne nous laissait même pas descendre pour pisser. Nous sommes arrivés ici comme des animaux. Et ici, c'est encore pire."



CPR de Brindisi, Restinco

"On a fait une grève de la faim, mais ils s'en foutent. Quand je suis sorti, il y avait un monsieur qui faisait grève, sans boire ni manger pendant trois jours. Personne n'a fait quoi que ce soit, il pouvait mourir, il ne s'en serait pas soucié, peut-être même qu'il aurait aimé. Ils sont racistes."

"Je ne veux rien manger qui vienne d'eux, je ne veux rien boire qui vienne d'eux, je ne veux rien d'eux, je fais la grève parce que tu ne peux rien manger qui vienne d'eux...c'est dangereux."

DÉCEMBRE 2022:

Une grande révolte se déroule dans le CPR de Brindisi-Restinco, au cours duquel un détenu perd la vie. Un témoignage direct de cette vie enlevée fait apparaître la négligence incontestable de l'organisme gestionnaire et de la police, ainsi que l'incidence de la sédation qui a empêché le détenu de fuir des flammes causant sa mort. Deux détenus sont arrêtés et inculpés pour homicide involontaire - dont l'un est expulsé peu après son arrestation - trois autres sont poursuivis pour résistance et dégradations. En revanche, rien sort par rapport aux responsabilités de l'administration et de la police.

"Nous sommes tous partis le 20 de Brindisi et le 21 nous sommes arrivés à Turin. Ils descendent à chaque arrêt de bus pour manger à l'autogrill, et à nous, on ne nous donnait rien, on ne nous laissait même pas descendre pour pisser. Nous sommes arrivés ici comme des animaux. Et ici, c'est encore pire."

interne extrêmement majorés. Tout cela alors que les détenus sont maintenus dans la pauvreté avec un argent de poche de 5 euros par jour dans un endroit où les prix d'achat sont impossibles - au point de devoir choisir s'il faut acheter une carte téléphonique, au coût de 5 euros, tous les 2 jours, les aliments ou le tabac - ce qui ne fait que augmenter toujours plus les bénéfices de l'organisme gestionnaire.

LES RÉVOLTES QUI ONT FAIT FERMER LE CPR DE TURIN

Depuis son ouverture, l'histoire du CPR de Turin a été marquée par des manifestations, des évasions, et des révoltes qui se sont produites à des moments divers et sous des formes différentes. Loin de vouloir taire ou négliger les petits et grands gestes de rébellion et de lutte qui ont marqué les vingt dernières années de cette prison - depuis qu'elle a été instituée par la loi Turco-Napolitano avec l'acronyme CPT en 1998 - Nous tenons aujourd'hui à restituer une image aussi claire que possible de ces jours de février 2023, lorsque la lutte s'est intensifiée et a ainsi marqué un moment historique, dont la portée



doit à tout prix être soulignée. Rétrospectivement, au regards de ces plus de vingt ans d'histoire et d'histoires de détention administrative, il ne fait aucun doute que le rôle des révoltes, du feu et des luttes à l'égard de la fermeture des CPR ne peut être considéré comme secondaire ou passer inaperçu. Ceux qui, dehors, ont pu avoir l'occasion de voir les colonnes de fumée pénétrer dans le ciel n'oublieront probablement jamais le moment où le courage, la force et la détermination de ceux qui ont brûlé une prison. Reste aujourd'hui à savoir comment prendre en charge les étapes de lutte nécessaires pour que ce CPR ne soit plus réouvert et que la révolte n'ait pas été vaine.

. AVANT LES RÉVOLTES

"Les blocs sont tous pleins, si un sort après dix minutes, un autre arrive. Tout de suite. Comme s'ils attendaient déjà dehors".

"Les déportations ont lieu avec violence, et s'ils savent que t'es quelqu'un qui fait du bordel, ils te mettent des psychotropes dans ton café ou ta nourriture, et puis ils t'expulsent la nuit. Ils te fouillent, t'attachent les mains avec du scotch et t'emmènent."

"La nuit arrive. J'ai rappelé des gens qui étaient avec moi à l'intérieur et qui ont été emmenés en Tunisie. On m'a dit qu'on lui faisait une piqûre pour ne pas faire de bordel...cette piqûre est dangereuse, compris?... Il y a ceux qui sont en Tunisie et maintenant ils commencent à être malades, vous savez comme mongol, t'es plus normal, t'as besoin d'un psychiatrie, ça te fait un truc à la tête."

AUTOMNE 2022:

Plusieurs manifestations ont lieu dans plusieurs blocs du CPR de Turin. Les nombreux débarquements sur l'île de Lampedusa sont gérés par des transferts massifs, entraînant des conditions de surpopulation qui aggravent les conditions de détention déjà insoutenables. Aux entrées de masse, font contrepoids les déportations de masse faites de force et au milieu de la nuit. La plupart des personnes transférées et enfermées sont de nationalité tunisienne, avec le but clair d'effectuer les retours forcés prévus par les accords signés entre l'État italien et l'État tunisien. En outre, en utilisant le chantage de la prolongation de la période de détention, la police et l'organisme gestionnaire continuent à faire pression sur les détenus pour qu'ils demandent eux-mêmes le rapatriement.

OCTOBRE 2022 :

GRÈVE DE LA FAIM ET PROTESTATION DANS LA ZONE VIOLETTE
Nombreux sont ceux au sein du CPR qui ne comprennent même pas les motifs pour lesquels ils sont soumis à la détention, bien qu'administrative. Pour s'opposer aux déportations et aux conditions de détention épuisantes, des dizaines de détenus poursuivent, pendant plus d'une semaine, une grève de la faim collective. Et dans la même période, des détenus dans la zone violette décident de protester en brûlant plusieurs matelas.